Un pacte conditionnel

Nous, enseignants, qui croyons en nos missions au sein de l'Education Nationale et, plus largement, au rôle essentiel du Service Public dans notre société, nous exprimons notre refus de signer ce pacte car :

- il ne répond pas à l'exigence de rattrapage salarial sans contreparties. « le travailler plus pour gagner plus » ce n’est pas une augmentation du salaire

- il augmente la charge de notre travail en niant les temps de préparation de cours et tâches annexes déjà importants en dehors des heures devant élèves

- il ne crée pas de postes de TZR, ce qui serait plus efficace pour assurer des remplacements de courte durée

- il ouvre de plus en plus grand la voie à l'annualisation des services

- il crée des dissensions au sein des équipes et des hiérarchies intermédiaires

- il augmente les inégalités salariales entre hommes et femmes et entre les territoires

- il ne repose que sur des primes et des indemnités qui ne comptent pas pour la retraite

- il défiscalise le travail, asséchant encore davantage les finances publiques

- il détruit davantage l’attractivité du métier et assombrit un peu plus l’avenir de l’école publique..

Refusons d'entrer dans le pacte, refusons de nous laisser diviser...

Nom	Prénom	Matière	Signature